

# Mobilité et accès aux services urbains de proximité à Dakar : le cas des quartiers sous-intégrés.

Papa SAKHO

**Résumé :** L'article porte sur l'analyse de l'accès aux services urbains de proximité dans les quartiers sous-intégrés de Dakar à partir des résultats de l'enquête EMTSU 2000. Il montre les nuances dans les stratégies fonctions des opportunités locales et spécificités des services. Aujourd'hui, les contraintes d'accessibilité géographique, de coût et qualité de l'offre sont telles que moins du quart des ménages usagers sont satisfaits des conditions d'accès .

**Abstract :** This paper addresses the access to local community-level services of households living in poorly integrated districts in Dakar, resulting from an EMTSU survey. The data reveal some differences in the strategies which depend on local opportunities and on the nature of offers. But the numerous constraints of geographical accessibility, cost and quality of services, make less than a quarter of surveyed households satisfied with the offered services.

## Introduction

L'accès aux services urbains présente des disparités liées à la diversité des conditions de vie socioculturelles et économiques que reflète la stratification socio-économique de l'espace urbain. Dans ce sens l'accessibilité analysée à partir de la fréquentation d'un service peut être évaluée par la distance entre l'utilisateur et le service en question. Cette distance dépend autant de la longueur que de la durée et du coût du trajet à couvrir tributaire du moyen de déplacement emprunté.

Le choix porté sur les services de santé et d'éducation et sur quartiers sous-intégrés répond à un contexte de paupérisation des ménages telle qu'elle ressort des enquêtes récentes et de mise en oeuvre de nouvelles politiques de gestion urbaine (la réforme territoriale, la politique d'amélioration de la mobilité urbaine). Il s'agira, à partir des les résultats de l'enquête-ménage commanditée par le CETUD et réalisée en 2000<sup>1</sup> de répondre à une question fondamentale : "comment les paramètres d'accessibilité que sont la

distance structurale, la durée des trajets et les modes de déplacement influent-ils sur les contraintes d'accès aux services urbains à Dakar ?

## Les quartiers sous-intégrés à Dakar

Ils constituent des anciens villages traditionnels et quartiers spontanés de l'agglomération de Dakar greffés au tissu urbain par des aménagements et des équipements de rattrapage. Les quartiers spontanés forment un semis de poches centrales dans le centre-ville et de vastes excroissances dans les périphéries urbaines. Plus de 70% des ménages y sont installés depuis moins de 5 ans.

Les onze villages traditionnels, foyers de peuplement originel de pêcheurs s'échelonnent le long du littoral de la presqu'île. Ils abritent actuellement plus du quart des 287632 ménages de la région (27,4%) dont les 21% dans les extensions. Plus de la moitié y vit depuis au moins cinquante ans.

Ces quartiers se distinguent par une plus grande précarité des matériaux de construction (banco, tôle et matériaux végétaux). Ils sont en général au moins à 10% en deçà de la moyenne régionale d'accès aux réseaux domestiques (eau,

---

<sup>1</sup>Cf. SYSCOM, Enquête sur la mobilité, le transport et les services urbains à Dakar (EMTSU) 2000, CETUD, Dakar, Août 2001.

électricité, égout ...) sauf dans les quartiers spontanés qui ont profité de programmes de restructuration.

D'après l'EMTSU, les 250413,6 millions f CFA de revenus annuels soit en moyenne 2,738 millions par ménage contre un revenu moyen annuel régional de 3,113<sup>2</sup>, les 42% sont consommés par les dépenses alimentaires<sup>3</sup>. Quelles sont les stratégies d'accès aux services développées par les ménages ?

#### **Des nuances dans les stratégies d'accès :**

À l'échelle régionale, l'accès aux services urbains est marqué par le caractère élitiste des structures d'éducation préscolaire dont plus de 86% des structures sont privées<sup>4</sup> et d'enseignement supérieur, l'alternative de l'école coranique, la forte fréquentation des structures de santé de soins généraux de proximité, l'accès différencié aux établissements d'enseignement secondaire et centres de santé de soins spécialisés et le recours par près de la moitié des ménages de la Région à l'école élémentaire.

Si les quartiers sous-intégrés entrent dans ce moule régional, ils n'en présentent pas moins des nuances dans les comportements des ménages d'un secteur à l'autre selon la nature du service et les déterminants de la mobilité (Cf. tableau n° 1).

#### **Les quartiers spontanés périphériques :**

Les stratégies déployées face à l'éloignement et aux niveaux des revenus reposent sur l'usage des services urbains de voisinage dans l'espace et dans le temps (Cf. tableaux n° 2a et 2b). Au moins 80% des ménages ayant recours au service situés dans un rayon de 500 et la majorité

nécessitant au plus 30 mn de trajet. Seule exception les structures d'enseignement supérieur et de soins de santé spécialisés. Les plus proches services de ce genre fréquentés par plus de 70% des ménages usagers sont situés au moins à 5 km de leur lieu de résidence

Les stratégies deviennent plus apparentes quand on intègre les variables mode de déplacement et moyen de transport dans l'analyse (Cf. tableaux n° 2c et 2d).

L'écrasante majorité des ménages accède à l'essentiel des services à pied. Ainsi l'usage d'un mode de transport motorisé n'est significatif que pour les structures les plus excentrées : structures d'enseignement supérieur et de soins de santé spécialisés.

Les minibus " car rapide " et "ndianga ndiaye " sont les plus utilisés parce que les plus disponibles et les moins coûteux (plus de 75% des ménages)<sup>5</sup>. Mais s'ils réduisent la pénibilité des déplacements, il n'en reste pas moins que quelques 20% des ménages sont à plus d'une heure de distance des structures. Sur les distances d'accès plus courtes le minibus est supplanté par le taxi collectif.

#### **Les extensions des villages traditionnels et quartiers spontanés centraux :**

Confrontés à la rareté de structures de voisinage immédiat lié aux modalités d'occupation de l'espace, les ménages des extensions des villages traditionnels (evt) et les quartiers spontanés centraux (qsc) profitent de la proximité géographique des services des zones résidentielles de standing et des centres-villes (Cf. carte). Ainsi les services les plus proches sont essentiellement dans un rayon compris entre 100 m et 1 km des domiciles des ménages usagers (Cf. tableau n° 3a et 3b). Souvent en général en transit

<sup>2</sup> Cf. SYSCOM, Rapport d'enquête sur la mobilité, les transports et les services urbains dans la Région de dakar, CETUD, 2001, p. 55: le revenu mensuel régional par tête est légèrement inférieur au SMIG (34823 contre 36243 fCFA)

<sup>3</sup> Cf. idem

<sup>4</sup> DPRE, Statistiques scolaires et universitaires : année scolaire et universitaire 1997/1998, Ministère de l'Éducation Nationale, Dakar.

<sup>5</sup> 80% des ménages de Djiddah-thiaroye-Kao, l'une des périphéries spontanées les plus peuplées de Pikine, 80% des ménages se déplacent à bord de "cars rapides" d'après Diadiou Dieynaba, Monographie de la Commune d'Arrondissement de Djiddah-Thiaroye-Kao, Mémoire de maîtrise de géographie, 2001, p. 55.

migratoire intra-urbain, ils n'éprouvent les besoins ou n'ont pas encore les moyens d'accéder aux services urbains : la moitié des ménages sont des locataires installés depuis moins de 10 ans.<sup>6</sup>

**Dans les noyaux des villages traditionnels**, les comportements sont plutôt contrastés liés à un niveau de revenus plus confortable que la moyenne régionale, au conservatisme ambiant et à la géographie des services.

Plus de 80% des ménages ont recours à des services situés dans un rayon de 500 m et à moins de 10 mn de marche. Cette proximité découle de la densité des structures de voisinage commandée à la fois l'impact des pouvoirs socio-culturels locaux de lobbying sur les autorités politico-administratives, l'attractivité du pouvoir d'achat sur les investissements privés et l'action des ONG<sup>7</sup>. Ainsi certains services sont fortement sollicités soit à cause d'opportunités d'accessibilité géographique soit à cause de l'impact socio-culturel (école coranique). Ouakam, par exemple compte 6 écoles élémentaires dont 5 publiques et 5 structures de santé dans le village traditionnel et ses environs immédiats.

Par cette rente de situation, plus de 70% des ménages se déplacent à pied vers les services dans des durées n'excédant pas 30 mn. L'usage des moyens de transport motorisés relève de l'arbitrage budgétaire pour des ménages aux revenus modestes : ils sont utilisés pour accéder aux structures les plus excentrées et les services de santé par 1/3 à 1/2 des ménages. L'essentiel de ces déplacements sont assurés à bord des minibus et plus particulièrement dans les extensions des villages traditionnels (cf tableaux n° 3b à 3d).

---

<sup>6</sup>SYSCOM, Rapport sur la mobilité, le transport et les services urbains dans la Région de Dakar, CETUD, 2001.

<sup>7</sup> Il profite également au niveau du préscolaire des réalisations de l'ONG islamique Nabi Allah. Cf. Ndaw M. B., Monographie de la Commune d'Arrondissement de Ouakam, Mémoire de maîtrise de géographie, UCAD, 2000, pp. 99-104.

Les noyaux des villages présentent une pratique des modes de transport motorisé très distinctes de celles des autres quartiers sous-intégrés( Cf. tableaux n° 4c et 4d). D'une part moins de 3% des ménages se déplacent à bord de moyens motorisés, quelque soit le service auquel ils ont recours. D'autre part, si le minibus est souvent utilisé, ces quartiers regroupent les plus fortes proportions d'usagers de moyens plus onéreux : le bus pour les déplacements scolaires et universitaires, sinon 1/3 à 2/3 des ménages empruntent les taxis urbains et quelques privilégiés la voiture particulière

### **Contraintes d'accès aux services urbains de proximité**

L'intensité des contraintes est discriminée à la fois par les spécificités des services et le type de quartier qui se répercutent sur les niveaux de satisfaction des ménages (Cf. tableau n° 5).

**L'analyse des contraintes d'accessibilité géographique** montre l'avantage de la proximité géographique des pôles de services des quartiers spontanés centraux sauf pour la maternelle et les structures de soins spécialisés. car pour des services en majorité privés, la distance est une contrainte budgétaire majeure pour des ménages aux revenus modestes car impliquant le recours à un moyen de transport.

Cependant, elles sont évoquées par 20,5% des ménages usagers de l'école élémentaire dans les villages traditionnels, soit trois fois la moyenne régionale et près de 40% des usagers du cycle secondaire dans leurs extensions. Éloignés de tout lycée<sup>8</sup>, ils disposent au plus de la proximité d'un des 48 Collèges d'enseignement moyen de la Région. Dans l'ensemble ils souffrent le plus des difficultés d'accès, tous services confondus. Par exemple, Touba Ouakam,

---

<sup>8</sup> (10 des 14 lycées sont concentrés en deux pôles dans les quartiers centraux et péricentraux de la ville de Dakar, les deux de la ville de Guédiawaye sont situés dans la même enceinte et les deux de Rufisque sont dans le centre-ville)

extension du village traditionnel du même nom, ne dispose que de deux écoles élémentaires et d'un poste de santé de surcroît installés dans sa périphérie.<sup>9</sup>

**Les contraintes financières** sont plus sensibles d'un type de quartier à l'autre selon le service fréquenté (Cf. tableau n° 5).

Dans les extensions des villages traditionnels et les quartiers spontanés centraux, elles sont plus ressenties par les ménages usagers des structures d'éducation de base (maternelle et élémentaire) : elles sont évoquées respectivement par plus d'un tiers et d'un cinquième des ménages.

Dans les noyaux des villages traditionnels elles se posent à plus de la moitié des ménages usagers des structures d'enseignement secondaire. Le recours à des structures publiques excentrées ou privées de proximité nécessitent la mobilisation de ressources budgétaires domestiques conséquentes.

Quelque soit le quartier, plus de 60% des ménages souffrent des coûts financiers élevés d'accès aux services de santé et en l'occurrence de soins spécialisés en majorité privées et excentrées: le coût d'une consultation privée est de 15000 FCFA ; elles sont pour l'essentiel concentrées dans le Plateau.

**Si les déficiences de l'offre de service** sont vécues au quotidien par 20% des ménages dakarois, elles sont encore plus aiguës dans les quartiers sous-intégrés de la capitale. La majorité des ménages sont le plus souvent contraints par la faiblesse des budgets domestiques à un recours exclusif aux services de proximité (Cf. tableau n° 6). Selon Sène O., plus de 80% des ménages de Hann-sur-mer et Hann-village fréquentaient les structures sanitaires de proximité dont quelque 72% exclusivement en 1999.<sup>10</sup>

D'un type de quartier à l'autre, les contraintes sont différemment vécues. Elles relèvent soit des coûts financiers dans les noyaux des villages traditionnels soit les déficiences de l'offre de service dans les quartiers spontanés périphériques. Selon l'audit de l'Agence pour le Développement Municipal, sur un besoin de 487 classes, la Commune d'Arrondissement de Djiddah-Thiaroye-Kao présente un déficit de 387 classes dans le cycle élémentaire.<sup>11</sup>

Par contre les contraintes combinent les coûts financiers à l'accessibilité géographique dans les extensions des villages traditionnels et aux déficiences de l'offre de service dans les quartiers spontanés centraux. Dans l'ensemble les contraintes financières et les déficiences de la qualité de l'offre de service pèsent plus que l'accessibilité géographique sur l'accès aux services urbains de proximité dans les quartiers sous-intégrés.

L'ampleur des impacts sur la fragmentation sociale s'exprime par les faibles niveaux de satisfaction des ménages des quartiers sous-intégrés : moins du quart des ménages sont aujourd'hui satisfaits des conditions d'usage des services urbains de proximité exceptés l'école coranique dans les noyaux des villages traditionnels (45,5 %) et les services de soins de santé généraux dans les quartiers spontanés centraux (31,4 %).

## Conclusion

L'accès des services urbains dans les quartiers défavorisés s'identifie à une stratégie de mobilité de proximité commandée par une nécessaire conciliation des contraintes économiques, des conditions de mobilité des membres usagers des ménages, de la répartition et de la qualité des services, et de la disponibilité des moyens de transport.

<sup>9</sup>Ndaw M. B., Monographie de la Commune d'Arrondissement de Ouakam, Mémoire de maîtrise de géographie, UCAD, 2000.

<sup>10</sup>Cf. Sène Omar, Monographie de la Commune d'Arrondissement de Hann-Bel Air : Analyse des équipements urbains, 1999, p. 89.

<sup>11</sup> Cf. Diadiou Dieynaba, Monographie de la Commune d'Arrondissement de Djiddah-Thiaroye-Kao, Mémoire de maîtrise de géographie, UCAD, 2001, p. 55.

Par conséquent si une amélioration de la fluidité de la circulation et la rationalisation de la desserte des transports urbains peuvent améliorer la proximité dans le temps des services supérieurs de l'éducation et de la santé, il tenir compte également de la capacité des ménages à payer les coûts de transport. Une attention plus marquée doit être aussi accordée à la mobilité piétonne pour l'accès aux services de proximité géographique.

Cependant, au regard des contraintes et à la configuration de ces quartiers l'amélioration des conditions d'accès aux services devrait prendre en charge un certain nombre d'opérations d'urbanisme dont celles de restructuration de l'habitat pour dégager des servitudes à la fois pour recevoir des services de proximité et une voirie de desserte intérieure. Il est vrai que toutes ces mesures ne peuvent avoir un impact durable que si elles s'accompagnent d'une amélioration des niveaux de revenus.

### Références bibliographiques

- Diadhiou Dieynaba, Monographie de la Commune d'Arrondissement de Djiddah-Thiaroye-Kao, Mémoire de maîtrise de géographie, UCAD, 2001.
- DPRE, Statistiques statistiques scolaires et universitaires: année scolaire et universitaire 1997/1998, MEN.
- Ndaw M. B., Monographie de la Commune d'Arrondissement de Ouakam, Mémoire de maîtrise de géographie, UCAD, 2000
- Sène Omar, Monographie de la Commune d'Arrondissement de Hann-Bel Air : Analyse des équipements urbains, Mémoire de maîtrise de géographie, UCAD, 1999.
- SYSCOM, Enquête sur la mobilité, le transport et les services urbains à Dakar (EMTSU) 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 1 : Taux d'usage des services les plus proches dans les quartiers sous-intégrés

	région	villages traditionnels		quartiers spontanés	
		noyau	extensions	centraux	périphér
ménages	%	%	%	%	%
maternelle	11,4	17,1	8,2	2,8	10,9
école primaire	47,1	52,7	45,9	39,8	54,8
école secondaire	22,7	21,1	16,3	20,6	31,4
enseignement supérieur	7,4	5,6	3,4	0,8	11,0
école coranique	37,9	46,7	44,1	27,2	43,7
c.s. soins généraux	81,2	84,3	80,3	88,7	82,4
c.s. soins spécialisée	23,1	20,1	14,5	34,8	31,3

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 2a : Répartition des ménages des quartiers spontanés périphériques selon la distance du service

service	moins de 100 m	100 à 500 m	500 m à 1 km	1 à 2 km	2 à 5 km	plus de 5 km	total
ménages	%	%	%	%	%	%	effectif
maternelle	42,5	44,9	8,1	2,3	0,5	0	4289
école primaire	31,2	58,4	7,0	2,3	2,3	0	4289
école secondaire	8,3	30,1	29,9	18,8	7,6	3,4	4289
enseignement supérieur	3,3	1,2	2,7	5,1	16,7	65,6	4183
école coranique	44,5	48,4	4,5	0,5	0,5	0,0	4289
c.s. soins généraux	22,6	53,0	18,3	3,1	1,0	0,8	4289
c.s. soins spécialisée	2,8	5,0	6,2	9,5	32,3	37,2	4130

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 2b : Répartition des ménages usagers des quartiers spontanés périphériques selon la durée du déplacement

service	0 à 10 mn	10 à 30 mn	30 mn à 1heure	plus d'1 heure	total
ménages	%	%	%	%	effectif
maternelle	79,5	10,6	0,0	0,0	521
école primaire	84,0	11,9	1,9	0,0	2404
école secondaire	35,7	43,5	15,1	0,0	1401
enseignement supérieur	8,5	26,7	17,6	21,3	625
école coranique	86,0	6,98	0,0	2,7	1962
c.s. soins généraux	74,5	22,8	0,5	0,0	3589
c.s. soins spécialisée	15,1	47,4	16,6	1,6	1573

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 2c : Répartition des ménages usagers des quartiers spontanés périphériques selon le mode de déplacement

mode de déplacement	marche à pied	transport motorisé	autres modes	total
ménages	%	%	%	effectif
maternelle	90,0	0	0	521
école primaire	97,0	0,7	0	2404
école secondaire	68,5	25,8	0	1401
enseignement supérieur	8,5	65,4	0	625
école coranique	93,9	1,7	0	1962
c.s. soins généraux	89,4	6,9	1,5	3589
c.s. soins spécialisée	15,4	66,9	0,0	1573

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 2d : Répartition des ménages usagers des quartiers spontanés périphériques selon le moyen de transport

moyen de transport	motocyclette	minibus	taxis	ramassage	autres	total
ménages	%	%	%	%	%	effectif
maternelle						
école primaire	0	0	100	0	0	18
école secondaire	0	94,7	0	0	5,0	361
enseignement supérieur	0	87,3	0	13,0	0,0	409
école coranique	0	0,0	100	0,0	0,0	33
c.s. soins généraux	0	24,1	47,8	13,3	14,5	249
c.s. soins spécialisée	3,1	75,3	12,8	8,9	0,0	1053

Source : SYSCOM, Enquête sur la mobilité, le transport et les services urbains dans la Région de Dakar 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 3a : Répartition des ménages usagers des quartiers spontanés centraux et extensions des villages traditionnels selon la distance du service urbain (%)

distance du service	moins de 100 m		100 à 500 m		500 m à 1 km		1 à 2 km		2 à 5 km		plus de 5 km	
	qsc	evt	qsc	evt	qsc	evt	qsc	evt	qsc	evt	qsc	evt
ménages												
maternelle	8,5	19,2	47,4	46,4	19,1	7,0	13,4	5,2	8,0	12,3	1,32	9,6
école primaire	10,7	19,1	62,4	57,7	23,1	15,7	2,3	3,6	0,9	1,5	0,71	2,4
école secondaire	6,5	6,5	53,5	24,2	20,7	29,1	11,4	18,9	4,9	14,3	1,90	6,9
enseignement supérieur	0,0	0,8	7,7	2,5	12,4	2,0	10,6	5,2	27,6	19,1	40,54	70,6
école coranique	46,7	48,8	44,9	44,1	4,5	4,3	2,7	0,4	2,7	0,5	0,00	1,9
c.s. soins généraux	11,3	10,0	39,7	47,0	26,1	19,7	17,1	8,8	3,5	10,2	0,00	4,2
c.s. soins spécialisée	1,9	1,7	5,0	4,0	14,9	6,4	26,1	9,5	28,8	21,3	22,71	55,8

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 3b : Répartition des ménages usagers des quartiers spontanés centraux et des extensions des villages traditionnels selon le mode de déplacement (%)

mode de déplacement	marche à pied		transport motorisé		autre mode	
	evt	qsc	evt	qsc	evt	qsc
maternelle	70,0	71,2	4,8	0	25,2	0
école primaire	92,6	92,7	2,9	5,8	4,5	1,5
école secondaire	90,4	90,5	9,6	4,2	0,0	0,0
enseignement supérieur	46,3	0,0	53,7	39,4	0,0	0,0
école coranique	99,3	93,9	0,7	2,1	0,0	0,0
c.s. soins généraux	82,1	80,4	17,5	15,0	0,4	2,1
c.s. soins spécialisée	56,8	53,4	35,1	44,9	0,0	0,0

source : SYSCOM, Enquête sur la mobilité, le transport et les services urbains dans la Région de Dakar 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 3c: Répartition des ménages usagers des quartiers spontanés centraux et extensions des villages traditionnels selon le moyen de transport motorisé (%)

moyen de transport motorisé utilisé	motocyclette		minibus		bus		taxis		voiture particulière		autres moyens	
	qsc	evt	qsc	evt	qsc	evt	qsc	evt	qsc	evt	qsc	evt
ménages												
maternelle		0		100		0		0		0		0
école primaire		0	25,8	22,8	0	0	38,9	77,2	35,8	0		0
école secondaire		19,3	0,0	67,3	0	13,3	100,0	0,0	0,0	0		0
enseignement supérieur		0,0	100,0	79,3	0	9,4	0,0	0,0	0,0	11,4		0
école coranique		0,0	100,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0		0
c.s. soins généraux		4,2	36,7	69,4	6,0	1,7	57,3	7,0	0,0	14,7		3,0
c.s. soins spécialisée		5,5	47,9	69,8	0	0,0	47,4	20,8	4,7	0,0		3,8

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 4a : Répartition des ménages des villages traditionnels selon la distance du service le plus proche

distance du service	moins de 100 m	100 à 500 m	500 m à 1 km	1 à 2 km	2 à 5 km	plus de 5 km	total
ménages	%	%	%	%	%	%	effectif
maternelle	19,4	51,9	16,1	6,0	2,8	2,8	20180
école primaire	21,6	59,1	13,2	4,6	0,6	0,3	20180
école secondaire	7,1	31,8	21,7	21,3	9,6	6,5	20124
enseignement supérieur	5,7	0,3	2,4	6,5	9,8	68,6	20124
école coranique	43,3	40,6	6,7	2,5	0,7	2,6	20124
c.s. soins généraux	14,1	43,8	18,1	11,3	5,0	7,5	20124
c.s. soins spécialisée	2,6	4,3	8,8	7,8	12,9	56,3	20124

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 4b: Répartition des ménages des noyaux des villages traditionnels selon le mode déplacement

mode de déplacement	marche à pied	motorisé	autre	total
ménages	%	%	%	effectif
maternelle	90,3	2,5	0	3643
école secondaire	75,6	1,6	1,5	4657
enseignement supérieur	6,1	0,2	0,0	2478
école coranique	86,1	0,9	0,0	10116
c.s. soins généraux	63,6	0,4	3,5	17021
c.s. soins spécialisée	20,7	0,4	1,3	5514

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 4c: Répartition des ménages des noyaux des villages traditionnels selon le moyen de transport

moyen de transport motorisé utilisé	motocycl ette	minibus	bus	taxis	voiture particulière	autres moyens	total
ménages	%	%	%	%	%	%	effectif
maternelle	0	39,5	0	61,2	0	0	152
école secondaire	0	57,4	12,7	12,7	0	17,1	662
enseignement supérieur	0	50,6	10,7	29,0	9,7	0,0	977
école coranique	9,9	21,3	0,0	68,8	0,0	0,0	699
c.s. soins généraux	1,2	30,2	2,7	64,2	1,7	0,0	5547
c.s. soins spécialisée	0,0	55,0	0,0	36,6	8,4	0,0	2743

source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001.

Tableau n° 5 : Contraintes d'accès aux services les plus proches dans les quartiers sous-intégrés à Dakar (%)

type de contrainte	accessibilité géographique					coût financier					déficiência de l'offre de serv.				
	ménages	région	nvt	evt	qsc	qsp	région	nvt	evt	qsc	qsp	région	nvt	evt	qsc
maternelle	16,5	14,0	13,3	15,9	6,9	59,6	55,6	77,3	56,3	59,8	18,6	8,0	8,0	28,0	16,4
école primaire	6,1	20,5	9,0	0,0	0,0	11,9	13,5	34,3	20,3	9,1	75,6	39,4	39,4	44,8	83,6
école secondaire	11,6	15,9	37,7	0,0	11,7	23,7	52,4	17,0	20,3	18,4	52,5	21,5	21,5	40,7	57,1
enseignement sup.	35,2	56,7	74,4	0,0	23,0	39,3	36,9	13,3	0,0	26,6	19,1	6,8	6,8	34,3	45,8
école coranique	22,2	16,0	36,2	0,0	7,8	17,8	14,0	42,3	15,6	0,0	42,7	13,2	13,2	68,8	68,4
s. soins généraux	14,2	0,0	61,8	0,0	0,0	8,0	14,5	6,9	31,4	21,5	72,1	31,3	31,3	37,6	78,5
s. soins spécialisés	23,0	16,9	19,0	16,1	25,7	52,5	64,7	68,9	79,5	36,1	21,9	10,4	10,4	4,4	38,2

Source : SYSCOM, EMTSU 2000, CETUD, 2001